

CULTURE ET RECHERCHE



N° 6
mars-avril 1986
ministère
de la culture
et de la communication
conseil
de la recherche
supplément
de la lettre d'information

DEMAIN

Sommaire

• **27.28.29 mai** : Colloque international INA-CNRS à Paris sur la *déréglementation de l'audiovisuel et des télécom*. **Renseignements** : service de presse — INA. Tour Gamma A 193-197 rue de Bercy 75582 Paris cedex 12. Tél : 43.47.64.00.

• **29.30.31 mai** : Colloque annuel de la Société d'ethnologie française à Aix-en-Provence sur le thème « *Loterie, jeux de hasard et assignations aléatoires des biens, des sorts et des moyens de production dans les sociétés européennes* ». **Renseignements** : Mme Claude Marcel-Dubois. Société d'ethnologie française, 6 route du Mahatma Gandhi — 75016 Paris. Tél : 47.47.69.80.

• **24 mai - 16 juin** : *Manifestation d'information à Lille sur les images de synthèse et leurs applications*, organisée par le centre régional de ressources audiovisuelles (CRRAV) de Lille, en collaboration avec la chambre de commerce et d'industrie de Lille, la Ville de Lille, le conseil régional Nord-Pas-de-Calais, l'I.N.A. et la mission Urba 2 000. **Renseignements** : CRRAV de Lille. 25 Bd Bigo Danel, 59000 Lille. Tél : 20.93.98.40.

• **28-30 mai** : *Journées d'anthropologie historique à Valbonne au Centre de Recherches archéologiques* — Sophia Antipolis — 06560 Valbonne. **Renseignements** : M. Buechez 93.95.42.22.

• **30-31 mai** : *Table ronde sur les nécropoles à incinération à Lyon*, Musée de la civilisation gallo-romaine. **Renseignements** : Alain Sabatier, direction des antiquités historiques — 23 rue Roger Radisson, 69322 Lyon Cedex 01. Tél : 78.25.87.62.

• **3.4.5 juin** : *Information - Communication 86. Vers l'intégration des nouvelles technologies de l'informatique, de la télématique et de l'audio-visuel et pour la maîtrise de la conception des systèmes d'information et de communication des organisations*. Colloque organisé à Paris par l'association française pour la cybernétique économique

et technique (AFCET) et le centre d'études des systèmes et des technologies avancées (CESTA), avec le soutien du ministère de la Recherche et de l'enseignement supérieur, le centre national d'études des télécommunications (CNET) et IBM-France. **Renseignements** : AFCET 156 Bd Pereire 75017 Paris. Tél : 47.66.24.19.

• **7-14 juin** : *Festival des arts électroniques à Rennes* organisé par la ville de Rennes sous le patronage du ministère de la culture et de la communication. **Renseignements** : Commissariat Général : Hermès Communication 2, place de Bretagne. 35000 Rennes. Tél : 99.31.39.33.

• **7-8 juin** : *III^e journées archéologiques de Midi-Pyrénées à Toulouse*. **Renseignements** : M. Lequement. Direction des antiquités historiques — 2 rue des Paradoux. 31000 Toulouse. Tél : 61.55.15.17.

• **8 juin** : *XVII^e journée des archéologues à Cambrai*. **Renseignements** : D. Leman. Direction des antiquités historiques et préhistoriques. Ferme St Sauveur, Avenue du Bois. BP 51 59651 Villeneuve d'Ascq. Tél : 20.91.38.69.

• **19-22 juin** : *VII^e journées internationales d'archéologie mérovingienne. La France des origines au VI^e siècle, histoire et archéologie*, à Soissons. **Renseignements** : Direction des antiquités historiques et préhistoriques, 5 rue Henri Daussy — 80044 Amiens. Tél : 22.91.12.12.

• **21 juin** : *Journée archéologique à Poitiers*. **Renseignements** : P. Papinot, Direction des antiquités historiques et préhistoriques. Hôtel Jean du Moulin de Rochefort, 102 Grande Rue 86020 Poitiers. Tél : 49.88.12.29.

• **21-26 septembre** : Congrès international de l'institut international de conservation des œuvres d'art (I.I.C.) à Bologne (Italie), sur le thème : « *Études de cas de conservation : pierre et peinture murale* ». Une

• Demain	p. 1
• Nouvelles scientifiques	p. 2
• De l'exposé à l'exposition	p. 6
• Une méthode d'inventaire rapide des livres anciens des bibliothèques municipales	p. 7
• Bibliothèque	p. 8

quarantaine de participants français est attendue. **Renseignements** et inscriptions : I.I.C. 6 Buckingham Street — Londres WC2N 6BA. (G.B.) Tél : 01.839. 5975.

• **26.27.28 septembre** : Rencontres internationales d'archéologie et d'histoire de Commarque à Sireuil (Dordogne) sur le thème : *l'église et le château XI^e-XVIII^e*. **Renseignements** : CPIE de Sireuil 24620 Les Eyzies-Sireuil. Tél : 53.29.68.20.

• **26.27.28 novembre** : *les services de communication du futur : 8^e journées internationales organisées par l'Institut de l'audiovisuel et des télécommunications en Europe (IDATE) à Montpellier*. **Renseignements** : Pierre Mirallès. Idate, Bureaux du Polygone, rue des États du Languedoc 34000 Montpellier. Tél : 67.65.48.48.

Stages

• La sous-direction de l'Inventaire général de la direction du patrimoine organise, dans le cadre de l'Institut du Patrimoine, quatre stages sur les techniques et usages de la représentation d'architecture :
1 - *La topographie pour le patrimoine : pratiques et usages des instruments et méthodes topographiques*. 12 au 13 mai 1986.
2 - *Le relevé photogrammétrique : pratiques et usages des chambres photogrammétriques et stéréo-photogrammétriques*. 2 au 4 juin 1986.

3 - *La photogrammétrie face à l'étude et à la conservation de l'architecture* - 22 au 24 septembre 1986.

4 - *La représentation d'architecture du bâti : technologies traditionnelles et nouvelles technologies* - 20 au 22 octobre 1986.

Les deux premiers et le dernier se dérouleront au centre culturel de l'ancienne abbaye des Prémontrés (Pont-à-Mousson), le troisième à l'hôtel de Vigny.

Les représentations d'architecture constituent un des outils les plus courants et les plus fondamentaux des services chargés de l'étude, de la conservation ou de la réhabilitation du patrimoine de la France. Pour ces services, qui sont à la fois et bien souvent utilisateurs et producteurs de relevés et

dessins d'architecture mais également dépositaires de grands fonds documentaires, ces stages s'inscrivent dans une politique d'analyse des techniques et des modalités de l'image d'architecture, de son langage et de son usage ; politique qui devra se poursuivre sur plusieurs années.

Les quatre stages s'adressent à des publics différents : les deux premiers orientés vers la production visent un auditoire de techniciens, les deux suivants concernent les utilisateurs ; le troisième, très pragmatique, est plutôt destiné aux architectes et le quatrième aux chercheurs — historiens, documentalistes... Ce cycle de stage, outre ses aspects formateurs, illustre parfaitement les capacités scientifi-

ques et techniques du Ministère de la Culture et de la Communication et, notamment, ses orientations vers des technologies d'avant-garde (photogrammétrie et infographie par exemple).

Renseignements et inscriptions : M. J.P. Saint-Aubin - Association étude, loisirs et Patrimoine. Hôtel de Vigny - 10 rue du Parc-Royal - 75003 Paris. Tél : 42.71.22.02.

• **Du 9 au 13 juin :** stage d'initiation à la pratique du microscope pétrographique en céramologie, organisé par l'institut géologique Albert de Lapparent à l'I.G.A.L. 21 rue d'Assas - 75006 Paris. **Renseignements :** même adresse.

NOUVELLES SCIENTIFIQUES

Rapport Annuel sur la Recherche Archéologique en France — 1985

Chaque année la sous-direction de l'archéologie de la direction du Patrimoine fait un bilan écrit des activités dans son domaine. Le rapport 1985 fournit en 92 pages une vue synthétique de l'activité des Directions des antiquités et des centres nationaux. Au total, le bilan est de 45 opérations sous-marines et 1739 opérations terrestres, soit pour ces dernières un nombre pratiquement égal à celui de 1984 (1738). On compte ainsi 1065 opérations non programmées qui se répartissent en 299 sondages et 766 sauvetages urgents autorisés en raison de l'existence de menaces immédiates et imprévues sur des sites. Les opérations programmées, au nombre de 674, soit en légère diminution par rapport à 1984 (684) regroupent 406 fouilles programmées (-17) menées à seule fin de recherche et 268 sauvetages programmés (+7) répondant à des menaces prévisibles au moyen terme sur des sites d'importance scientifique reconnue. Un peu moins de trois sur dix intéressent la préhistoire. La répartition par périodes ou thèmes fait ressortir que les sauvetages programmés concernent en préhistoire, de façon majoritaire, les périodes relativement récentes : mésolithique, néolithique, âge de bronze (64 opérations sur 90) et en histoire prioritairement l'archéologie urbaine : (73 sur 178) et les nécropoles (17).

Si l'on considère les montants des subventions attribuées en 1985, le poids de l'archéologie urbaine apparaît prépondérant : 4,4 MF sur 11,3 MF, soit près de 40 %, le second groupe (fouilles et sauvetages programmés intéressant le mésolithique et le néolithique) comptant pour 1,3 MF.

Parmi les apports les plus marquants des recherches récentes et l'étude des sites les plus « riches », on peut citer :

- l'étude de l'organisation spatiale d'un atelier de taille de silex du paléolithique moyen à CHAVÉLOT (Vosges).

- La découverte des structures d'un bâtiment de 55 m de long sur 12 m de large du néolithique moyen à MAIRY (Ardennes).

- La fouille d'un hypogée chalcolithique contenant un énorme matériel anthropologique à SARRIANS (Vaucluse).

- Les travaux effectués à l'occasion de sauvetages sur les nécropoles de Saint-Martin-De-Fontenay (Calvados) (250 sépultures du 1^{er} âge du fer à la fin du VII^e siècle ap. J.-C.) de la Chapelle de Pessat à Riom (Puy de Dôme) (760 sépultures médiévales).

- L'étude détaillée de l'occupation de l'espace d'un village du Haut Moyen Age à la Grande Paroisse (Seine-et-Marne).

L'année 1985 a vu les découvertes exceptionnelles d'une roue de char en bronze du VIII^e siècle av. J.-C. à Coulon (Deux-Sèvres), d'un trésor de 30 000 monnaies et de bijoux à Eauze (Gers). On citera enfin la reprise des fouilles de Saint-Bertrand-De-Comminges (Haute-Garonne) et la présentation à Nantes d'une importante exposition consacrée à vingt ans de recherche d'archéologie sous-marine sur les côtes de France.

Renseignements : Mme Setre — Service documentation, sous-direction de l'archéologie.

Tél : 42.96.10.40 poste 20.17

Contribution à l'étude et à la protection de la grotte de Niaux

La grotte de Niaux, située dans la vallée de Vicdessos (Ariège) abrite des œuvres d'art pariétal de l'époque magdalénienne (vers 12000 avant notre ère) découvertes en 1906. Elle fait l'objet d'observations qui ont été intensifiées depuis qu'en 1978 et 1979 des dégradations dues à l'eau

d'infiltration ont affecté une dizaine de représentations animales du Salon noir (grande salle où se trouve l'ensemble peint le plus important réparti en six panneaux principaux). C'est ainsi qu'un contrat de recherche passé par le laboratoire de recherche des monuments historiques avec le centre d'écologie des ressources renouvelables a pour but d'étudier l'évolution récente de la végétation du bois de la Garrigue situé au-dessus de la grotte de Niaux et de répondre à la question de savoir dans quelle mesure les changements observés dans la végétation ont modifié le volume des eaux infiltrées. La documentation rassemblée (fiches et cartes) donne à penser que le peuplement végétal se caractérise par une évolution d'une prédominance des espèces des milieux relativement chauds et secs (thermoxérophiles) vers des espèces des milieux plus frais et plus humides (mésophiles). Des études faites dans cinq stations doivent permettre l'établissement des relations entre les caractéristiques de composition et de structure de la végétation, d'une part et d'apprécier ainsi l'influence des structures végétales sur la répartition de la lame pluviale de même épaisseur tombant dans les cinq stations. Cette étude complète l'étude climatologique et les interventions (éliminations de l'argile, des graffitis, des vermiculations) qui ont toutes pour but d'assurer les meilleures conditions de conservation d'œuvres âgées de quatorze mille ans.

Conserver les archives scientifiques ? pourquoi, comment, où ?

Beaucoup de scientifiques en activité ne voient pas l'intérêt de conserver leurs lettres, livres annotés, cahiers de laboratoire, papiers administratifs, financiers ou appareils scientifiques hors d'usage.

Or ce sont là les bases du travail de recherche de l'historien des sciences qu'il est essentiel à ce titre de savoir conserver. Elles permettent de connaître le contexte dans lequel s'est effectuée une recherche, les relations entre les diverses équipes travaillant sur un même sujet, l'organisation de ces équipes, la part des influences culturelles, socio-économiques et philosophiques sur le travail des chercheurs. Les schémas préliminaires à la construction des appareils scientifiques puis à leurs manipulations, les instruments eux-mêmes enfin sont les témoins des conditions matérielles de la recherche à une époque donnée.

Mais que conserver précisément dans un lot de papiers par exemple ? Que faire lorsqu'on se trouve en possession d'un lot d'archives provenant d'un chercheur de renom ou d'une institution destinée à disparaître ? Quelles sont les lois en la matière et quels sont les lieux de conservation permettant leur conservation dans de bonnes conditions en même temps que leur consultation ?

Le centre de recherche en histoire des sciences et des techniques de la cité des Sciences et de l'Industrie (211, avenue Jean Jaurès — 75019 Paris. Tél : 42.40.27.28) apportera son aide tant aux chercheurs en histoire des sciences et des techniques qu'aux responsables ou détenteurs d'archives scientifiques et techniques.

Il n'aura pas pour vocation de conserver des fonds d'archives mais le Conservateur des Archives de France qui sera détaché à la Cité pourra fournir informations, conseil et aide technique. Dans chaque cas particulier la meilleure solution en matière de dépôt, tri, classement, inventaire... sera recherchée. Ce service sera à même de mettre en relation les détenteurs d'archives avec les services compétents des Archives de France (60, rue des Francs-Bourgeois 75003 Paris).

Etude de l'incidence du feu sur les supports sonores et audiovisuels

Le département de la Phonothèque nationale et de l'audiovisuel possède plus de 800 000 phonogrammes depuis le cylindre, fil magnétique jusqu'au disque compact, quelques 6 500 vidéogrammes, 6 000 films cinématographiques. La conservation de ces supports pose de très sérieux problèmes¹. L'incidence du feu sur les supports sonores et audiovisuels n'avait jamais été étudiée sérieusement. Une enquête rapide, dont le Comité technique de IASA² a pris l'initiative il y a quelques années, le prouve. Aussi pour construire le centre de conservation des documents sonores et audiovisuels, le département de la Phonothèque nationale et de l'audiovisuel de la Bibliothèque nationale de Paris a pris l'initiative de faire réaliser une étude financée par la direction du patrimoine du ministère de la culture et de la communication destinée à préciser le comportement des supports d'information audio et vidéo en cas d'incendie. Cette étude a été confiée au centre d'études et de recherches des charbonnages de France (CERCHAR) et la coordination en est assurée par J.M. Fontaine, ingénieur acousticien au ministère de la culture et de la communication en liaison avec le directeur de la Phonothèque nationale. Différents types de supports sonores : disques (78t et microsillons), bandes magnétiques, disques compacts, cassettes ; et vidéo : en cassette et en galette, ont été placés en situation réelle sur les rayonnages d'une étagère. Un foyer placé sous le rayonnage a permis de déclencher un incendie. L'étude a consisté à pratiquer des essais d'extinction automatique et à en tirer des conséquences. Auparavant, les documents « sources » avaient été enregistrés de façon à pouvoir étudier leur comportement. Si l'évolution des supports est relativement bien connue, il n'en était pas de même pour celle des messages audio et vidéo enregistrés sur ces supports. Les documents de type analogique ont été étudiés avant et après l'incendie dans le cadre tant du laboratoire de la Phonothèque nationale que celui du laboratoire de mécanique physique de Saint-Cyr³ par J.M. Fontaine. L'étude des enregistrements audionumériques et vidéo a bénéficié de l'appui des laboratoires Audiofréquence et Vidéofréquence de TDF (CERIM) avec lesquels une collaboration intéressante s'est établie. **Tous renseignements** sont à demander à Marie-France Calas, directeur de la Phonothèque nationale au 47.03.88.09 - 47.03.88.19

1. Les activités de recherche et de conservation de la Phonothèque nationale étaient présentées dans le quæstio du n° 3 de Culture et Recherche.

2. IASA : Association Internationale d'Archives Sonores — secrétariat général — Media Librarian Open University Library — Walton, Hall, Milton Keynes MK7 6AA England.

3. En 1985, la Bibliothèque nationale a signé une convention avec Paris IV et le CNRS au terme de laquelle ces trois institutions mettent leurs moyens en commun afin de mener à bien les recherches demandées par le département de la Phonothèque nationale et de l'audiovisuel de la Bibliothèque nationale pour la préservation des documents tant audio que vidéo et dont certains aspects sont communs aux trois laboratoires.

Ethnomusicologie

Le ministère de la culture et de la communication a créé un certificat d'aptitude de « professeur-chef de département des musiques traditionnelles ». Ce certificat est destiné à nommer des responsables au sein des conserva-



toires et écoles de musique agréés et contrôlés par l'Etat. Sa création s'inscrit dans la politique d'ouverture conduite ces dernières années par la direction de la musique du ministère. Il s'adresse à la fois à des ethnomusicologues ayant une pratique musicale et à des musiciens ayant une expérience de recherche.

En vue des épreuves qui se dérouleront en fin de premier semestre 1987, la direction de la musique et de la danse, en collaboration avec la société française d'ethnomusicologie¹, met en place une préparation à cet examen (au total 172 heures de formation qui seront assurées majoritairement par des chercheurs du C.N.R.S. au conservatoire de région de Rueil-Malmaison)². La responsabilité du cursus de formation sera assurée par un responsable — coordinateur. Les dossiers de candidature à cette formation, qui doivent être adressés à la direction de la musique et de la danse, 53, rue Saint-Dominique, 75007 Paris, seront étudiés par une commission de spécialistes.

1. Musée de l'Homme — Palais de Chaillot. Place du Trocadéro 75016 Paris. Tél : 74.04.58.63.

2. 2 Place Jean Jaurès 92500 Rueil-Malmaison. Tél : 47.49.74.45.

Bilan du film ethnographique

Le comité du film ethnographique a organisé le cinquième bilan du film ethnographique du 17 au 21 mars 1986 au Musée de l'Homme. Une quarantaine de films ont été présentés. Des prix ont été décernés dont le prix de la mission du patrimoine ethnologique, attribué à deux films :

- « Moissonneurs des toits » de Jean-Luc Cheve (France) et
- « Stotlat » de Penago Nengo (Papouasie Nouvelle Guinée).

Conseil scientifique du centre national de recherches archéologiques subaquatiques

Le centre national de recherches archéologiques subaquatiques (C.N.R.A.S.), créé par arrêté du 23 janvier 1980, a été doté d'un conseil scientifique. Deux arrêtés du 22 janvier 1986 (J.O. du 11 février 1986) ont, l'un, complété l'arrêté de 1980 en introduisant des dispositions relatives au conseil scientifique, l'autre, nommé les douze membres de ce conseil. Ce sont, outre le Vice-Président du conseil supérieur de la recherche archéologique, un inspecteur général de l'archéologie, le sous-directeur de l'archéologie, quatre directeurs des antiquités — préhistoriens ou historiens — particulièrement concernés par les recherches archéologiques en domaine immergé ou humide, des responsables de fouilles en lac ou en rivière, un directeur de laboratoire de chrono-écologie. Le conseil scientifique a tenu sa première réunion le 7 mars 1986 et conformément à la définition de sa mission a formulé son avis sur le programme des recherches envisagées et a émis des suggestions utiles à l'amélioration du fonctionnement du centre. Il s'est particulièrement attaché à la nature des missions du centre dont l'aspect méthodologique devrait être développé et à la question des analyses de dendrochronologie qui devraient voir les laboratoires nationaux occuper une plus grande place.

Repérage du patrimoine industriel français en 10 ans

Depuis la création en son sein d'une cellule du patrimoine industriel, l'Inventaire général a soutenu et coordonné de nombreuses recherches dans ce domaine dont la plupart sont sur le point d'aboutir. Il s'agit, en majorité, d'opérations thématiques que l'on pourrait qualifier d'inventaires de recherche, inventaires sériels appliqués à des catégories homogènes, pour lesquels ont été construites des grilles d'analyse spécifique approfondie. Cependant, à côté des inventaires thématiques, assez lourds de maniement, ont été développées quelques opérations concernant une région, un département ou un « pays » pour lesquels des inventaires de gestion, couvrant uniformément l'ensemble des bâtiments, machines et objets ne recueillent qu'une information minimale. C'est ce type d'inventaire systématique qu'il convient maintenant de mettre en place parallèlement aux inventaires thématiques. C'est ainsi qu'une vaste opération de repérage du patrimoine industriel devrait être réalisée en une dizaine d'années et couvrir l'ensemble du territoire national. Elle concernera aussi bien les usines et machines en activité que celles qui se sont arrêtées depuis quelques temps et bénéficiera des soutiens du Ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur, de la Direction du Développement culturel du Ministère de la Culture et de la Communication ainsi que du concours des collectivités territoriales. L'année 1986 sera consacrée à la mise en place de la méthodologie (fiches descriptives, lexique et nomenclature). C'est dans ce cadre et avant de lancer les tests dans les 4 régions prévues (Champagnes-Ardenne, Picardie, Basse-Normandie, Poitou-Charentes) qu'une table ronde internationale a été réunie les 13 et 14 mars 1986 autour du thème « Les inventaires du patrimoine industriel : objectifs et méthodes ».

Les débats ont porté sur :

- 1 - Les limites (chronologiques, typologiques, topographiques) du champ d'étude industriel.
- 2 - La méthodologie (degré de finesse des enquêtes ; description des sites : grille, vocabulaire, illustration ; recherche historique).
- 3 - Les techniques de gestion documentaire.
- 4 - Les chercheurs (formation, recrutement, coordination...).
- 5 - Les techniques de diffusion.

La présence de nombreux chercheurs étrangers (Etats-Unis, Canada, Grande-Bretagne, Suède, Pays-Bas, Belgique, Italie, R.F.A) a rendu ces échanges particulièrement fructueux.

Une publication est prévue : **Renseignements** auprès de Claudine Cartier, Inventaire Général, 10, rue du Parc Royal 75003 Paris. Tél : 42.71.22.02.

Programme de coopération scientifique franco-allemand

Ce programme baptisé PROCOPE (projet de coopération et d'échanges) est géré par le ministère français des affaires étrangères et l'Office allemand d'échanges univer-



sitaires (DAAD)* et est destiné à susciter une nouvelle génération de scientifiques par des échanges scientifiques et universitaires : les deux pays financeront l'échange de jeunes diplômés et de chercheurs pour des projets de recherche communs, tant pour les sciences exactes et de la nature que pour les sciences sociales et humaines. En complément du programme PROCOPE, des bourses individuelles pour des études dans le pays partenaire continueront de pouvoir être accordées.

* 20 rue de Verneuil — 75007 Paris — Tél : 42.61.19.45

Information sur la coopération scientifique et technique

La direction de la coopération scientifique et technique du ministère des affaires étrangères dispose d'un service S.V.P. accessible par Minitel. On y trouve les adresses des services scientifiques, la liste des rapports d'ambassades — en matière, notamment, de coopération scientifique et technique, information scientifique et technique, recherche et développement, relations scientifiques, sciences sociales —, des informations sur les bourses d'études pour jeunes chercheurs, sur les congrès, les programmes de recherche - développement de la CEE, et les missions à l'étranger. Ministère des affaires étrangères. Direction de la coopération scientifique et technique. 36 rue La Pérouse — 75755 Paris cedex 16. Numéro d'accès : 45.00.72.19.

Coopération entre la recherche et les entreprises

Les conventions industrielles de formation pour la recherche (C.I.F.R.E.) créées et gérées par l'association nationale pour la recherche technique (ANRT) pour le compte du ministère de la recherche et de l'enseignement supérieur, ont pour objet d'inciter les entreprises embauchant un jeune ingénieur ou cadre débutant à lui confier comme premier poste un travail de recherche ou de développement. Celui-ci doit être effectué en collaboration directe avec une équipe de recherche extérieure à l'entreprise. Le responsable de celle-ci se voit confier la mission d'encadrer ce travail sur le plan scientifique, de façon à assurer une véritable formation par la recherche. La qualité des travaux réalisés et de la formation ainsi acquise doit être vérifiée par la soutenance au terme du stage d'une thèse de doctorat. La convention CIFRE se traduit par le versement par l'ANRT à l'entreprise d'une subvention d'exploitation d'un montant de 81000 HT (chiffres de l'année 1986) par an pendant trois années. Dans ce cadre, les centres de recherche et les laboratoires d'analyse et de restauration du ministère de la culture et de la communication auraient donc en stage un jeune ingénieur travaillant sur un projet de recherche qui concerne son entreprise. Une partie de ce travail peut être réalisée dans l'entreprise elle-même. Ces conventions sont un moyen pour les laboratoires de développer à terme des collaborations avec les entreprises.

Renseignements : Association nationale de la recherche technique, 16 avenue Bugeaud — 75116 Paris. Tél : 47.04.47.57.

Archives du monde du travail

Le service des « Recueils » de la Bibliothèque nationale possède un fonds exceptionnel de publications d'entreprises du XIX^e siècle malheureusement difficilement accessible, faute d'avoir été inventorié dans le détail et catalogué. Un programme de recherche, entrepris à l'initiative de chercheurs du CNRS avec la collaboration des responsables du service va permettre d'exploiter cet ensemble documentaire afin de le mettre à la disposition des chercheurs en histoire économique, sociale ou technologique. Ce programme est mis en œuvre par la Bibliothèque nationale avec le soutien de la mission recherche et du ministère de la recherche et de l'enseignement supérieur. **Renseignements :** Christine Girard — service de la recherche Bibliothèque nationale. Tél : 43.03.87.95.

Conservation des archives du ministère de la culture et de la communication

Une mission permanente des archives nationales vient d'être créée au ministère de la culture et de la communication, à l'instar de celles déjà créées dans d'autres administrations. Le premier objectif de cette mission, habilitée à exercer dans les services centraux et les établissements publics sous tutelle, est d'assurer la sauvegarde des documents essentiels pour la connaissance du rôle de l'Etat dans le domaine de la culture. Il lui faut donc, en même temps qu'elle tentera de déterminer une politique rationnelle d'archivage avec les services producteurs, obtenir le concours de tout organisme ou service d'étude, de recherche — à l'intérieur comme à l'extérieur du ministère de la culture — intéressé par l'histoire de la politique culturelle en France, susceptible de connaître ou localiser des sources d'archives publiques ou privées concernant ce domaine, et désireux de collaborer à cette tâche de sauvegarde du patrimoine historique. La mission a été confiée à M. Jean-Pierre Defrance, conservateur aux archives nationales, section des missions, 60 rue des Francs-Bourgeois — 75003 Paris. Tél : 42.77.11.30 poste 21.83.

5

Convention avec le CNRS

Le ministère de la culture et de la communication et le C.N.R.S. ont signé une convention créant, à compter du 1^{er} janvier 1986, le laboratoire de recherche sur le patrimoine français, unité mixte n° 22, qui a pour objet de développer les recherches sur la connaissance archéologique, historique et artistique du patrimoine architectural, mobilier, industriel et technique de la France, en relation avec les études topographiques portant sur les mêmes sujets conduites par l'Inventaire général des monuments et des richesses artistiques de la France. Le laboratoire aura compétence pour développer des collaborations avec les formations relevant du C.N.R.S. et les Universités travaillant sur les mêmes domaines. C'est le vice-président de la commission nationale de l'Inventaire général, Monsieur Paul-Albert Février, qui assure la direction de la nouvelle formation. Celle-ci est implantée dans les locaux de la sous-direction de l'Inventaire général à l'Hôtel de Vigny, 10, rue du Parc Royal, 75003 Paris.

QUAESTIO

De l'exposé à l'exposition

Les objets patrimoniaux ont bien de la chance. Peintures, manuscrits, outils de la vie quotidienne peuvent être soumis à la fois à la sagacité des chercheurs et à la contemplation des foules. Mais allez donc mettre une catégorie socio-professionnelle en vitrine, ou accrocher une motivation culturelle à une cimaise...

Les sciences sociales éprouvent parfois quelques difficultés à exposer leurs résultats sous une forme qui ne soit pas seulement de l'ordre du discours, oral ou écrit. Les études sociologiques sont rarement lues par ceux-là même dont elles parlent : acteurs et surtout public culturels. Pourtant il est d'autres moyens de rendre public que la publication. Le cinéma, particulièrement dans le domaine de l'ethnologie en est un exemple évident. Alors pourquoi pas le recours à l'exposition ?

Un projet dans ce sens est en préparation au Centre Pompidou. Depuis son ouverture, il y a maintenant presque dix ans, s'accumulent non seulement les visiteurs, mais les études sur les visiteurs. D'où l'idée d'en présenter les résultats en faisant une exposition consacrée au public lui-même, exposition dont il serait à la fois le spectateur et l'objet. Cette proposition rencontre directement la démarche même des visiteurs du Centre Pompidou : toutes les enquêtes montrent justement que le spectacle que le public se donne à lui-même fait partie de l'offre culturelle du lieu.

Reste à construire l'exposition comme spectacle. Car l'exposition a ses lois propres, qui ne sont pas celles de l'exposé, même vulgarisé, même illustré : c'est la mise en scène d'un discours. On a coutume de dire que l'exposition est le plus souvent pour le visiteur un endroit où on ne peut pas tout voir ; mais c'est aussi pour le chercheur un endroit où on ne peut pas tout montrer. Pas question de donner dans l'exhaustivité, bien sûr, mais pas question non plus de donner dans le résumé, de proposer une succession des principales conclusions ou découvertes. Or la tendance naturelle de nombre d'expositions est de vouloir montrer l'essentiel sur un sujet, oubliant qu'à accumuler les temps forts on neutralise le propos, et qu'à ne proposer que les résultats d'une démarche on ne se donne pas les conditions de leur transmission. A cette stratégie de la synthèse nous préférons la stratégie du prélèvement, qui dans un ensemble d'informations ou de concepts n'en sélectionne que quelques-uns qui sont susceptibles d'être mis en espace.

Une exposition constituée seulement d'une succession de panneaux de texte et d'images, aussi bien faits soient-ils, n'est jamais qu'un immense catalogue aux pages agrandies et à lecture verticale. La grammaire de l'exposition consiste à transposer spatialement des mots ou des images.

Il est d'autant plus important de transposer des informations dans des dispositifs qui créent une dynamique de la visite, que l'on n'a pas ou peu d'objets à montrer. Trois exemples, pris dans l'exposition sur le public du Centre Pompidou. Un exemple de mise en condition de visite : le visiteur traversera en entrant un passage constitué d'un jeu de miroirs face à face, qui reflèteront son image en abîme jusqu'à l'infini ; on vise à favoriser ainsi une perception de l'un et du multiple, de la démultiplication de soi-même qu'est la constitution de la foule. Un exemple de recherche d'équivalence visuelle d'une démarche : soit une mosaïque d'images photographiques (portraits de visiteurs) ; d'abord plongées dans le noir, ces photos s'allumeront et s'éteindront à tour de rôle dans un ordre aléatoire : cela correspond au regard que porte chaque visiteur sur les autres visiteurs qu'il croise, distinguant un visage par-ci, un groupe par-là. Puis s'allumeront simultanément les photographies homogènes sur un critère : tous les jeunes, ou toutes les femmes, ou toutes les personnes habillées strictement, etc. ; cela correspond au regard du sociologue, qui procède par classement catégoriel et mesure.

Un exemple de concrétisation d'une notion enfin : la disposition en divers points de l'exposition de mannequins « en situation » matérialisera sous formes d'attitudes typiques ce que l'analyse conceptualise sous forme de notions typologiques.

Ce ne sont là que trois exemples, mais ils montrent à quel point le pari est à la fois difficile et stimulant. En tous cas il mérite d'être tenté. Renvoyer aux gens l'image que l'on a construit d'eux, leur donner la possibilité de tenir à leur tour un discours — y compris critique — sur le discours que l'on tient sur eux, c'est le moins que peut faire une investigation scientifique qui ne saurait se satisfaire du jugement de ses pairs. Pour le chercheur, exposer c'est s'exposer : il est bon qu'il en soit ainsi.



LIEUX DE LA RECHERCHE

Une méthode d'inventaire rapide des livres anciens des bibliothèques municipales

La Direction du Livre et de la Lecture a mené une expérience d'inventaire photographique des fonds anciens des bibliothèques municipales, qui avait été proposée par le rapport Desgraves* sur le patrimoine des bibliothèques (1982). Son objectif est d'accélérer la connaissance du contenu des fonds dans la perspective de la constitution d'une base nationale de données du livre ancien.

Sur les quelques 5 à 6 millions de livres anciens, provenant pour l'essentiel des confiscations révolutionnaires dont la garde a été confiée aux communes, la moitié est à (re) cataloguer. A l'exception de quelques grandes bibliothèques municipales classées, la majorité des établissements ne dispose ni de temps, ni de personnel, ni des instruments bibliographiques indispensables pour mener à bien cette tâche. Quand on sait qu'un catalogueur traite en moyenne un millier de volumes par an, on mesure l'ampleur de la tâche à accomplir. Le catalogueur du livre ancien suppose deux phases :

— La collecte des informations fournies par le livre lui-même : auteur, titre, date et lieu d'édition, collation, particularités de l'exemplaire, etc.

— La confrontation avec d'autres exemplaires et avec des notices déjà établies pour d'autres fonds, la recherche dans des ouvrages de référence, de façon à parvenir à une identification incontestable, qui nécessite un travail de vérifications poussées.

Des expériences étrangères, à Wolfenbüttel (R.F.A.) et en Angleterre, avaient déjà permis de mesurer l'intérêt de la photographie dans l'identification de livres anciens, pour lesquels des détails infimes peuvent avoir leur importance. L'inventaire photographique s'est inspiré de leur exemple, en optant pour le microfilm 35 mm et en dissociant les deux phases du catalogage. La collecte des informations seule est assurée sur le lieu de conservation du fonds. Le catalogueur examine un à un les volumes, sélectionnant dans chacun d'eux 5 à 10 pages qu'un photographe microfilme ensuite. Cette séquence photographique comporte un nombre de clichés obligatoires, qui doivent permettre d'identifier l'ouvrage, même incomplet :

- la page de titre ou son substitut.
- le 1^{er} recto suivant le titre
- le 1^{er} recto du 2^e cahier
- le début du texte
- la fin du texte
- la dernière page chiffrée
- la dernière page imprimée.

Sont également microfilmées les particularités de l'exemplaire : reliure intéressante, ex-libris, notes manuscrites significatives... Le travail d'identification peut ensuite être mené à distance du lieu de conservation de l'original, dans un centre où les catalogueurs peuvent disposer des appareils de lecture de microformes et des bibliographies françaises et étrangères indispensables qui ne se trouvent pas dans les petites bibliothèques municipales.

L'inventaire photographique a été expérimenté ces derniers mois sur le fonds de l'abbaye de Conches (Eure), confisqué sous la Révolution, et conservé à la mairie de cette ville. Les 2 500 unités bibliographiques ont été examinées une à une par un catalogueur, puis microfilmées. Le traitement des photographies a permis d'établir des notices courtes conformes à la nouvelle norme AFNOR livre ancien. Il a également permis de découvrir plus de 300 éditions, une quarantaine de titres, et une demi-douzaine d'auteurs inconnus au Catalogue Général de la Bibliothèque Nationale, dont au moins un unicum en France. Outre sa rapidité et sa fiabilité, l'inventaire photographique a l'avantage de susciter une prise de conscience des collectivités territoriales face aux problèmes de conservation des collections qui leur sont confiées. En effet, la préparation et le microfilmage du fonds s'accompagnent de mesures d'entretien, de restauration et de mise en valeur. La photographie a aussi l'avantage de permettre la constitution d'archives sur les fonds traités, améliorant en cela la sécurité des collections, puisque les particularités de chaque volume font l'objet de clichés. Enfin, l'inventaire photographique peut être l'occasion d'une collaboration avec d'autres organismes, CNRS, Universités, etc. Après une phase de mise au point, l'inventaire photographique est appelé à se développer, tout spécialement dans les fonds les plus petits, pour lesquels il représente la seule chance de catalogage avant longtemps. Les informations recueillies, tant sur films que sur fiches, devraient dans un proche avenir constituer un apport substantiel au catalogue automatisé des fonds anciens français, qu'il importe de mettre au point rapidement.

Dominique VARRY

Ingenieur chargé de l'Inventaire Photographique des Fonds anciens - Direction du Livre et de la Lecture
27, avenue de l'Opéra 75001 PARIS Tél. (1) 42.61.56.16

* « Le patrimoine des bibliothèques », rapport remis à Monsieur le directeur de la Direction du Livre et de la Lecture du ministère de la Culture. Juin 1982. Extraits parus dans le Bulletin des bibliothèques de France. Tome 27 n° 12 - décembre 1982.

BIBLIOTHEQUE

Editions du Centre Pompidou

- *Explosante-Fixe : Photographie et surréalisme*. Ed. du Centre Pompidou 244 p. 390 F. Cet ouvrage est publié à l'occasion de l'exposition présentée par le Musée national d'art moderne du 15 avril au 15 juin 1986.
- *Claquemurer, pour ainsi dire, tout l'univers*. La mise en exposition ; sous la direction de Jean Davallon. Ed. du Centre Pompidou. CCI. 302 p.

Sciences de l'Homme et de la Société

- La mission recherche expérimentation (MIRE) au ministère des affaires sociales publie la revue trimestrielle *Mire Information* ; le n° 8 d'avril 1986 présente des rapports de travaux financés par la MIRE dans le domaine des sciences de l'homme et de la société, notamment :
 - *Les recherches actions sociales. Miroirs aux alouettes ou stratégie de qualification*. Cl. Martin. publié dans la collection Mire « Le Point Sur » à la Documentation Française.
 - *Inventaire des travaux et recherches sur le travail social non marchand et le bénévolat* de D. Ferrand — Bechmann ; B. Roudet ; P. Brosse et P. Demandes.
 - *Rapport à Monsieur le ministre de la recherche et de la technologie sur la valorisation de la recherche dans le secteur des sciences de l'homme et de la société* remis par un groupe de travail « valorisation SHS » novembre 85.
- **Renseignements** : Ghislaine Peresan — MIRE — 14 avenue Duquesne. 75007 Paris. Tél : 45 73 33 78.
- *Brisés* — Bulletin de recherches sur l'information en sciences économiques, humaines et sociales. Le n° 8 de mars 1986 est consacré au thème : *Quelle information pour les collectivités locales ?* Publié par le centre de documentation sciences humaines du CNRS. Editions du CDSH 54 Bd Raspail 75006 Paris.

Culture et technologie

- *Atlas des pôles technologiques régionaux* publié par les ministères du plan et de l'aménagement du territoire, de l'éducation nationale et de la recherche. Les pôles technologiques sont issus de la loi d'orientation et de programmation de la recherche de juillet 1982 et des contrats de plan Etat-région. Documentation Française 110 F.
- *Les cahiers du Cenam* : le n° 40 de mars 1986 est consacré à *Musique et micro-informatique*. Edité par le Cenam. 51 rue Vivienne — 75002 Paris.

Archéologie

- « *Expérience d'information en archéologie urbaine* » 84 p. — Tours — 1986. Actes de la table ronde tenue les 21 et 22 novembre 1985 au centre national d'archéologie urbaine rattaché à la sous-direction de l'archéologie de la direction du patrimoine réunissant vingt participants et au cours de laquelle ont été présentées les expériences d'utilisation de l'informatique dans la gestion du patrimoine archéologique urbain au plan national, régional (Rhône-Alpes), dans certaines villes (Marseille, Bourges) et dans la gestion des données de fouilles urbaines (à Paris, Cour Napoléon, Lyon, lors de travaux du métro, Douai, Saint-Malo). Diffusés par le centre national d'archéologie urbaine, Château de Tours, Logis des Gouverneurs, 25 quai d'Orléans. 37000 Tours. Tél : (16) 47 66 72 37.

- Documents d'archéologie française, n° 3 « *La prospection archéologique : paysage et peuplement. Actes de la table ronde des 14 et 15 mai 1982* ». Sous la direction d'Alain Ferdière et d'Elisabeth Zadora-Rio. 200 p., ill., 30 cm. Prix de lancement 130 F. jusqu'au 1^{er} octobre 1986, puis 160 F. Diffusion : C.I.D. 131, Bld Saint-Michel 75005 Paris. Le thème de ce troisième volume des D.A.F. s'inscrit plus que jamais dans les orientations actuelles de l'archéologie, visant à une reconstitution de l'occupation du sol qui ne soit pas limitée aux seuls sites fouillés mais s'étende à leur environnement naturel et humain.
- *Guides archéologiques de la France*, n° 7 Planson (E.), Pommeret (C.). — *Les Bolards : le site gallo-romain et le musée de Nuits-Saint-Georges (Côte-d'Or)*. — Ministère de la culture ; imprimerie nationale, 1986. 72 p. ; ill. 21 cm. Le guide des Bolards présente un site, encore peu connu au plan national, qui offre la particularité rare en France, de receler un sanctuaire, consacré au culte de Mithra, génie des éléments vénéralisés dans l'antiquité romaine par les militaires et les marins. Les numéros 5 et 6 étaient consacrés, l'un à Alba (Ardèche), l'autre à Gavrinis et aux îles du Morbihan.

Musées

Rapports d'étude :

- Rapport remis par le centre d'étude et de traitement des bois gorgés d'eau à la suite de deux conventions conclues respectivement en 1982 et 1983, à la demande du service de restauration des œuvres d'art des musées classés et contrôlés ; le programme de recherche portait sur la caractérisation des dégradations des bois gorgés d'eau et l'étude de leurs relations avec les modalités de traitement ;
- Rapport relatif aux recherches sur la polychromie ivoires gothiques effectuées en 1985 à la demande du département des objets d'art du musée du Louvre par deux historiennes de l'art. **Renseignements** : R. Fingerhut, direction des musées de France. Tél : 42 60 39 26 poste 38.02.

Laboratoire de recherche des musées de France

• Rapport d'activité 1985

Disponible sur demande, il présente en 126 pages illustrées le bilan annuel du L. R. M. F. dans le domaine de l'étude des collections publiques d'art et d'archéologie. Sont notamment exposés les développements technologiques récents des méthodes d'examen et d'analyse qui seront mises en service dans le futur laboratoire du Grand Louvre. On trouvera en annexe, outre le bilan des activités transversales (formation, diffusion...) la liste des publications parues en 1985 (trois ouvrages et vingt-trois articles). **Contact** : Juliette Hours. Tél : 42 60 39 26, poste 3903.

Inventaire général

- Collection — *Cahiers de l'Inventaire* : Hôtel de Vigny. Cet hôtel du Marais abrite la sous-direction de l'Inventaire général, 64 p., ill., 30 cm, 60 F.
- Collection : *Images du patrimoine*, Boissy

Saint-Léger, Chennevières (Val-de-Marne), 48 p., ill., 30 cm., 60 F. Les ouvrages de ces deux collections ainsi que les catalogues d'expositions de l'Inventaire général sont désormais diffusés par les Editions Picard, 82, rue Bonaparte, Paris. Ils sont également en vente à l'Hôtel de Vigny, 10, rue du Parc Royal, Paris 3^e.

Renseignements : 42 71 22 02 poste 328.

Ethnologie

Rapports de recherche

- *Dynamique sociale et culturelle dans la société basque française*, (Université de Pau et des Pays de l'Adour / Pierre Bidard)
 - *Etude et protection du patrimoine maritime girondin : la pêche des migrateurs en Gironde* (M.S.H. d'Aquitaine / Benoît Coutancier), 294 p.
 - *Situations migratoires et double appartenance culturelle « sans qu'il y ait jamais accord entre les phrases »* (ARIESE Lyon II / Isaac Joseph) 352 p.
 - *La danse du verre* (Fédération travail et culture / Noëlle Gêrôme — Agnès Guiche) 88 p.
 - *Genèse de stéréotypes culturels : le cas du patrimoine industriel* (I.R.I.S. / Henri-Pierre Jeudy) 195 p.
 - *Les scaldini de Paris* (Chryseis / CNRS / Mamizio Catani) 145 p.
 - *La pêche aux salins d'Hyères* (Parc national de Port Cros / Annie-Hélène Dufour) 146 p.
 - *La photographie rurale et la vie sociale en Chalosse (Landes)* (CREPAC d'Aquitaine / Neil Big) 491 p.
 - *La C.F.D.T. dans le mouvement ouvrier lorrain* (Lovalor / Jean-Marie Conraud) 575 p.
- Renseignements** : Christine Langlois, responsable des publications — Mission du patrimoine ethnologique — 4, rue de la banque 75002 Paris. Tél : 42 61 54 80 poste 345.
- Parution du n° 6 de la revue « *Terrain — Carnets du patrimoine ethnologique* » — centré sur le thème « *les hommes et le milieu naturel* » ; il présente notamment des articles sur les savoirs vignerons en Beaujolais, les jardins potagers pyrénéens et le rôle symbolique des oiseaux en Creuse..., diffusion C.I.D., 131 Bd St-Michel, 75005 Paris, 45 F, 104 p.

✂

Je désire recevoir Culture et Recherche

Nom et prénom _____

Profession _____

Service ou organisme _____

Adresse professionnelle _____

Code postal _____

Ville _____

Pays _____

Téléphone _____

Directeur de la publication : Michel Boyon ; Rédaction : mission de la recherche, ministère de la Culture et de la Communication, Grand Palais, porte D, avenue Franklin Roosevelt 75008 Paris. Tél. (1) 42 25 03 20, poste 448. Conception graphique : Catherine Foucard. Imprimerie du ministère de la Culture et de la Communication. Numéro de commission paritaire : 1290 AD.